

Profil Pays – Mauritanie

1- Informations générales

	Nom complet du pays	République Islamique de Mauritanie
	Capitale du pays	Nouakchott
	Langue(s) officielle(s)	Arabe
	Ports Principaux	- Nouakchott - Nouadhibou
	Littoral (km)	754

2- Autorités nationales compétentes chargée de la préparation à la lutte et la lutte en cas de déversement d'hydrocarbures

Lutte en mer

Ministère/Département/Agence	Ministère des Pêches et de l'Économie Maritime, Direction de la Marine Marchande
Point de contact en charge des questions de lutte en mer	El Vadil Sidatty Ahmed Louly
Adresse	BP 137 Nouakchott, Mauritanie
Téléphone	+ 222 4525 78 93
Mobile	+ 222 46 86 63 36
Fax	+ 222 4525 51 04
Courriel	vsidaty69@yahoo.fr

Lutte à terre

Ministère/Département/Agence	
Point de contact en charge des questions de lutte à terre	
Adresse	
Téléphone	
Mobile	
Fax	
Courriel	

3- Points de contact

Point Focal GI WACAF

Nom	El Vadil Sidatty Ahmed Louly
Ministère/ Département / Agence	Ministère des Pêches et de l'Économie Maritime, Direction de la Marine Marchande
Poste	Directeur
Adresse	BP 137 Nouakchott, Mauritanie
Téléphone	+ 222 4525 78 93
Mobile	+ 222 46 86 63 36
Fax	+ 222 4525 51 04
Courriel	vsidaty69@yahoo.fr

Point Focal OMI

Nom	El Vadil Sidatty Ahmed Louly
Ministère/ Département / Agence	Ministère des Pêches et de l'Économie Maritime, Direction de la Marine Marchande
Poste	Directeur

Adresse	BP 137 Nouakchott, Mauritanie
Téléphone	+ 222 4525 78 93
Mobile	+ 222 46 86 63 36
Fax	+ 222 4525 51 04
Courriel	vsidaty69@yahoo.fr

4- Plan National d'Intervention d'Urgence (PNIU) en cas de déversement d'hydrocarbures

Élaboration du PNIU

Nom du PNIU	Plan de Lutte contre les Pollutions par les Hydrocarbures et les Substances Chimiques Dangereuses – Plan Polmar
Statut du PNIU	Finalisé et approuvé
Acte administratif d'approbation initial - Numéro et date	Décret /Octobre 2017
Date de dernière mise à jour approuvée	24 Août 2017
Comité / Groupe de travail en charge de la question	Le Coordonnateur national est le Ministre des pêches assisté par les autres Ministres concernés Le Directeur de la Marine Marchande, Directeur de la crise est assisté par 4 Cellules : (i) Anticipation et logistique ;(ii) Communication;(iii) Environnement ;(iv)financière et juridique

Composants du Plan National d'Intervention d'Urgence

- Politique sur l'utilisation des dispersants

Statut de la politique sur l'utilisation des dispersants	En cours de développement
L'utilisation des dispersants est considéré comme (première/deuxième/dernière option/pas une option).	/

Indiquer le nom de l'acte administratif régissant la politique d'utilisation de dispersants.	/	
Existe-t-il une liste de dispersants approuvés ? Si oui est-elle publique ?	Non	
Existe-t-il une procédure d'approbation ? Si oui quelle autorité en est responsable ?	L'Institut Mauritanien des Recherches Océanographique et de Pêche est l'Autorité responsable mais il n'existe pas pour le moment une procédure spécifique d'approbation	
Cette même autorité est-elle responsable de l'autorisation d'utilisation des dispersants en situation d'urgence?	Oui	
Est-ce que la politique sur l'utilisation de dispersants est prise en compte dans le PNIU ?	Oui	
Quelles sont les limites géographique et bathymétrique pour l'utilisation des dispersants ?	En projet	
Existe-t-il des stocks de dispersants ?	Oui	
Emplacement des sites de stockage	Sur la plateforme Berge Helene en offshore	
Nom	Propriétaire	Volume

- Cartographie de sensibilité

Statut des cartes de sensibilité	En cours de développement
Groupe de travail / Comité en charge	La Direction de la Marine marchande en liaison avec l'Institut Mauritanien de Recherches Océanographiques et des Pêches, le Ministère chargé de l'environnement et les parcs et zones protégées (PNBA et Diawling)
Est-ce que les cartes de sensibilité sont prises en compte dans le PNIU?	Oui

Date de validation et de dernière mise à jour	2016
Est-ce que la carte couvre l'intégralité du littoral ?	Oui
Les cartes de sensibilité sont-elles accessibles au public ?	/
Sur quel support les cartes de sensibilité sont-elles disponibles ? Papier ou électronique ?	/

- Plan d'évaluation et de nettoyage du littoral

Statut du plan de nettoyage du littoral	Le plan n'est pas finalisé pour le moment. toutefois le nettoyage du littoral est pris en considération dans le PNIU
Quelle est l'autorité en charge du nettoyage du littoral ?	Le statut final d'une Autorité unique pour le nettoyage du littoral n'est pas officiellement arrêté : la partie du littoral (Domaine public maritime) relève de la Marine Marchande et les autres parties du littoral sont partagées entre différentes Administrations
Date de validation et de dernière mise à jour	/
Est-ce que le plan de nettoyage du littoral fait partie du PNIU ?	/
Est-ce que le plan de nettoyage du littoral intègre la stratégie d'évaluation et de nettoyage du littoral (<i>Shoreline Cleanup and Assessment Technique (SCAT)</i> en anglais) ?	/

Est-ce que les volontaires civils peuvent prendre part au nettoyage du littoral ? Si oui, un plan de gestion des volontaires est-il prévu en cas de déversement d'hydrocarbure ?	Oui Aucun plan de gestion des volontaires
---	--

- Plan de gestion des déchets souillés par les hydrocarbures

Statut du plan de gestion des déchets	Pas initié comme plan séparé: bien que le PNIU considère la gestion des déchets
Groupe de travail / Comité en charge	
Date de validation et de dernière mise à jour	
Est-ce que le plan de gestion des déchets fait partie du PNIU?	Oui : pour la gestion
Le plan de gestion des déchets prend-t-il en compte le transport, le stockage temporaire et l'élimination finale des déchets ?	Oui
Les déchets souillés sont-ils considérés comme des déchets dangereux dans la législation nationale ?	OUI
Quels sont les lois et règlements qui régissent la gestion des déchets au niveau national ?	Le Code e la Marine Marchande, le Code de l'Environnement, le Code des hydrocarbures

- Plan d'intervention pour la sauvegarde de la faune souillée

Statut du plan d'intervention pour la sauvegarde de la faune souillée	Pas initié
Groupe de travail / Comité en charge	
Date de validation et de dernière mise à jour	

Est-ce que le plan d'intervention pour la sauvegarde de la faune souillée fait partie du PNIU?	OUI
Existe-t-il des organismes nationaux travaillant sur la question ? Si oui, lesquels ?	
Existe-t-il des accords de coopération avec des structures spécialisées à l'international ?	

- Politique de brûlage in-situ

Statut de la politique de brûlage in-situ	Pas initié
Groupe de travail / Comité en charge	
Date de validation et de dernière mise à jour	
Est-ce que la politique de brûlage in situ fait partie du PNIU?	Oui
Quelle est la procédure d'autorisation en cas d'incident ?	

Organisation

- Système de Gestion de crises (IMS)

Est-ce qu'une approche reprenant les concepts du Système de Gestion de Crise (Incident Management System – IMS en anglais) est utilisée dans le PNIU ?	OUI
Est-ce que chaque rôle défini est associé à une personne/fonction ?	OUI et consigné dans des Battlebooks annexés au PNIU
Les coordonnées des personnes identifiées sont-elles rassemblées dans une annexe ?	OUI

- Organigramme

(non fourni)

Aspects transfrontaliers/internationaux

- Coopération transfrontalière/internationale

Quels sont les mécanismes de coopération de lutte au niveau bilatéral et/ou sous régional qui sont intégrés dans le PNIU?	Des accords non finalisés existent (i) avec l'Espagne et dans le cadre du Dialogue 5+5
Est-ce que des exercices transfrontaliers sont organisés régulièrement ? Si oui, selon quelle fréquence ?	Non
Indiquez la date du dernier exercice transfrontalier	/
Est-ce que votre pays est engagé dans une coopération avec des projets/institutions visant à améliorer la capacité de préparation à la lutte et lutte ? Si oui, lesquels ?	OMI, GI WACAF et autres Projets de l'Environnement financés par la partenaires économiques du pays : BM, UE ...

- Circulation transfrontalière/internationale d'expertise et d'équipement

Existe-t-il des procédures douanières et d'immigration spécifiques pour faciliter l'importation de matériel et/ou d'expertise ?	Aucune procédure spécifique. Toutefois, En pratique les cas d'une intervention d'urgence sont toujours traités rapidement par la Douane et les services d'immigration
Si oui, quelle est la procédure à suivre ?	

Autres éléments du Plan National d'Intervention d'Urgence

<p>Quelle est la procédure de mise à jour du PNIU ? Le PNIU mis à jour doit-il être officialisé par un acte administratif (ex : décret, arrêté...) pour être applicable ?</p>	<p>Un Décret pour les modifications sur la structure de l'organisation de lutte de ou pour la stratégie générale de lutte. l'actualisation et la mise à jour des annexes sont sur instruction/note de la Marine Marchande</p>
<p>La méthode d'analyse des avantages environnementaux nets (NEBA) est-elle inscrite dans le PNIU ?</p>	<p>OUI</p>
<p>Est-ce que le PNIU prend en compte les différents niveaux de préparation (Tiers 1, 2,3) ?</p>	<p>OUI</p>
<p>Est-ce que le PNIU prend en compte la surveillance aérienne en cas d'incident (par exemple radar, satellite, aéronef, hélicoptère..) ?</p>	<p>OUI</p>
<p>Est-ce que le PNIU couvre la préparation à la lutte et la lutte en cas de déversements de substances nocives et potentiellement dangereuses (SNPD) ?</p>	<p>OUI</p>
<p>Les plans locaux (industrie, port, terminaux...) sont-ils référencés et intégrés dans le PNIU ?</p>	<p>Les plans des FPSO et des Ports doivent être compatibles avec le PNIU</p>
<p>Est-ce que le PNIU peut être activé en cas de déversement d'hydrocarbures par une source autre qu'un navire (ex : plateforme offshore, pipeline..) ?</p>	<p>OUI</p>

5- Conventions et Accords

Prévention

Nom	Ratification	Transposition dans la législation nationale
Convention MARPOL 73-78	OUI	OUI
MARPOL IV	OUI	OUI
MARPOL V	OUI	OUI
MARPOL VI	NON	OUI

Préparation et intervention

Nom	Ratification	Transposition dans la législation nationale
OPRC 1990	OUI	OUI
Protocole OPRC-HNS - 2000	NON	NON

Responsabilité et indemnisation

Nom	Ratification	Transposition dans la législation nationale
CLC 1992	OUI	OUI
FONDS 1992	OUI	OUI
Fonds Complémentaire	NON	NON
Convention HNS 2010	NON	NON
Convention Hydrocarbures de soute – 2001	NON	NON

Accords Sous -Régionaux et Bilatéraux

Nom	Ratification	Transposition dans la législation nationale
Convention d'Abidjan	OUI	OUI
Convention d'Abidjan - Protocole relatif à la pollution par les hydrocarbures	NON	NON
Plan régional de lutte contre les déversements du Programme du Grand Ecosystème Marin du Courant de Guinée (GCLME)	NON	NON
Convention de Bamako (sur l'Interdiction d'importer en Afrique des déchets dangereux et sur le Contrôle des Mouvements transfrontaliers et la Gestion des déchets dangereux produits en Afrique)	OUI	OUI

6- Formation

Est-ce que le pays organise des formations internes et/ou des exercices au moins une fois par an?	Le pays organise des formations internes et des exercices mais le plan annuel de formation n'est pas finalisé
--	---

7- Expertise et ressources au niveau national

<p>Le gouvernement :</p> <p>L'expertise est relativement existante dans les administrations publiques du moment que plusieurs formations ont été réalisées et des exercices effectués. Toutefois, le renforcement des capacités des structures et des personnes impliquées est jugé très nécessaire et prioritaire</p> <p>En dehors des moyens de l'Armée, des Gardes Côtes et de la protection Civile, d'autres équipements d'intervention sont disponibles et stockés dans les ports</p>
<p>Le secteur privé :</p> <p>Ne sont pas totalement répertoriées pour le moment. Toutefois, dans le cadre de la mise en œuvre de PNIU ces ressources seront identifiées</p>

Equipement

Est-ce que la capacité nationale de lutte contre les déversements est suffisante pour mettre en œuvre les opérations d'intervention en cas de déversement d'hydrocarbures (TIER1) ?	En phase d'évaluation conformément au PNIU
Est-ce que la capacité nationale de lutte contre les déversements est suffisante pour mettre en œuvre les opérations d'intervention en cas de déversement d'hydrocarbures (TIER2) ?	En phase d'évaluation conformément au PNIU
Est-ce que la capacité nationale de lutte contre les déversements est suffisante pour mettre en œuvre les opérations d'intervention en cas de déversement d'hydrocarbures (TIER3) ?	En phase d'évaluation conformément au PNIU

8- Industrie

Quels partenaires industriels du secteur Oil&Gas sont présents et opèrent dans votre pays?	PETRONAS – KOSMOS – BP - TOTAL
Existe-t-il un groupe de travail/une plateforme qui regroupe le gouvernement et les industriels sur les questions liées à la préparation à la lutte et la lutte ? Si oui quel est son nom ?	Groupe de travail existe mais le cadre générale de cette coopération n'est pas fixé
Y a-t-il une mise en commun des ressources humaines et matérielles lors des exercices et/ou formations entre industrie et gouvernement ?	OUI
Merci de préciser tout autre aspect pertinent de coopération entre industrie et gouvernement	-Un master sur l'environnement a été instauré à l'Université de Nouakchott sur financement conjoint de l'Etat est les sociétés minières